ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2016

LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ, LE TERRORISME ET LEUR FINANCEMENT - (N° 3515)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 74

présenté par
M. Fenech

ARTICLE 25

Compléter l'alinéa 6 par la phrase suivante :

« Les personnes destinataires de cette communication peuvent former un recours devant la chambre de l'instruction dans un délai de dix jours à compter de la communication de l'ordonnance. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transmission au bâtonnier de la décision motivée du Juge des libertés et de la détention autorisant la mise sur écoute n'a de sens que si est offerte au bâtonnier la possibilité de la contester.